

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

JEAN-PIERRE COLIN (*) et GRÉGORI CHAUZAL (**)

L'immense continent, à bien des égards en pleine croissance économique, reste largement méconnu dans ses profondeurs et l'impression prévaut parfois que les indépendances sont nulles et non avenues, que la démocratie dans le cadre de frontières artificielles n'est qu'un inutile transfert de conceptualisation et que, au fond, le colonialisme reste partout présent. Bien des faits semblent corroborer ce diagnostic et, aujourd'hui encore, on voit jusqu'en Guinée des industriels exploiter une ressource naturelle en construisant une voie de chemin de fer reliée directement au port le plus proche de façon à exporter la matière première sans se soucier le moins du monde de la mise en place d'un réseau ferré national ouvert aux voyageurs.

Ce n'est pas le sentiment qui l'emporte aux yeux des étrangers qui vivent en Afrique. Les progrès sont plus ou moins rapides, les situations politiques plus ou moins instables, mais, au total, se mettent en place les grands réseaux qui permettront bientôt entre les Etats une communication routière ou ferroviaire infiniment plus facile, la mise sur pied d'un système d'interconnexion dans le domaine énergétique – dès maintenant un pays comme la Côte d'Ivoire est exportateur d'électricité, l'adhésion de l'Afrique aux nouvelles technologies de l'information et la communication, elle-même en très bonne voie. Le téléphone portable aura connu en quelques années une croissance exponentielle et il pénètre désormais dans toutes les couches de la société, y compris les plus pauvres. A cet égard, contemplant une grand-mère téléphonant depuis la brousse à son petit-fils vivant à New York, on se dit que l'événement est aussi lourd de conséquences que l'invention et la diffusion du feu.

A de multiples questions aussi essentielles, cette modeste rubrique ne peut espérer répondre que sur le moyen terme et, lorsqu'elle le fait, se situer selon des angles de vue très différents, ce qui est certes le cas cette année. Cette extrême diversité est, par elle-même un instrument de connaissance d'une réalité multiforme.

(*) Professeur des Universités en Science politique.

(**) Chercheur associé au laboratoire « Les Afriques dans le monde » de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (France).

La première étude souligne l'importance de la dimension régionale de la sécurité en Afrique. C'est ainsi le règlement militaire de la crise politique libyenne qui a entraîné la déstabilisation de toute la région sahélo-saharienne jusqu'à justifier une intervention française pour le moins inattendue, le survol de l'Algérie par des avions de guerre français partant en opération, coupant le souffle de beaucoup de ceux qui restent prisonniers d'analyses remontant à plusieurs générations. Pour autant, rien n'est vraiment résolu et la question centrale reste celle d'un *leadership* régional, aujourd'hui défaillant. L'Algérie et le Maroc sont en première ligne et ils devront trouver ensemble les moyens de leur cohabitation dans la zone sahélienne – sous peine d'y laisser plus que des plumes, notamment en termes de débouchés, d'influence et de sécurité. Si la sagesse devait l'emporter, c'est à une grande révision de leurs politiques que les deux pays seraient conduits, la place de l'Armée du Polisario, si influente au nord de la Mauritanie, étant l'un des enjeux majeurs d'une éventuelle négociation – l'un des aspects de la question restant celui du déblocage du pouvoir algérien : confronté à des formes majeurs de terrorisme jusque dans ses bases pétrolières au Sahara, on peut se demander s'il a encore le choix.

La seconde étude procède d'un autre type d'analyse. Sans s'arrêter vraiment à tel ou tel aspect de la modernisation de l'Afrique, l'auteur tente de mesurer les ambitions chinoises – qui ne feront jamais l'objet de communiqués officiels. La pénétration en Afrique n'est pas un phénomène nouveau, mais elle a pris des dimensions sans commune mesure avec les années maoïstes. Elle ne vise plus une influence idéologique et cherche à s'attacher un continent, riche de matières premières dont elle aura un besoin croissant dans les décennies qui viennent. Elle est prête à en payer le prix, spécialement par des investissements massifs, y compris dans les infrastructures, ce que lui permettent amplement ses immenses réserves de devises. Elle peut ainsi contribuer au premier chef à la transformation du continent. Au plan politique, elle reste très prudente, très en retrait des puissances occidentales, dont elle se démarque par une attitude volontiers réservée, s'interdisant tout jugement de valeur sur les régimes en place. A y regarder de plus près, on constatera que ses décisions ne sont pas prises à la légère et indiquent par elles-mêmes le degré de confiance que lui inspirent les dirigeants avec lesquels elle travaille. La coopération chinoise contribue à stimuler l'ouverture du continent sur le monde, comme le montre à l'heure où nous écrivons le premier voyage officiel d'un Premier ministre japonais en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, en Afrique du Sud, pays qui connaissent des taux d'expansion qui les placent au premier rang dans le monde et que l'Empire du Soleil Levant ne peut délaissier à l'heure de la Chine. La concurrence entre les pays qui investissent en Afrique est une des conséquences les plus positives de la fin de la colonisation.